



FINANCEMENT DU PREMIER PLAN DECENNAL DE L'AGENDA 2063 FINANCEMENT DE L'AGENDA 2063, MOBILISATION DES RESSOURCES INTERNES ET STRATEGIE DE PARTENARIATS

Besoins de Financement pour les Premiers Dix Ans: La stratégie pour le financement de l'Agenda 2063 et la Mobilisation des Ressources met en exergue les principaux secteurs qui auront besoin de ressources, les sources potentielles de financement pour faire face à ces besoins, et les procédures opérationnelles en vue de faire correspondre la demande et l'offre de financement aux niveaux national, régional et continental, ainsi que les arrangements institutionnels pour assurer la facilitation. Le présent chapitre focalise sur les premiers dix ans dans le contexte de la Stratégie de Mobilisation de Ressources (SMR).

L'Annexe 5 du Premier Plan Décennal met en exergue les principaux secteurs qui ont besoin de financement par aspiration et les sources possible de financement de chaque besoin, tandis que le tableau 6.1. montre une brève présentation des domaines qui demandent un financement progressif tant aux niveaux continental/régional que national au cours des 10 premières années, sur base de l'annexe 5.

Sources de financement pour les premiers dix ans: D'après l'annexe 5, la typologie des sources de financement pour les besoins des 10 premières années va de l'accroissement des budgets gouvernementaux, aux des prêts sous forme de prise de participation et autres instruments de marché, IED, investissements de portefeuille par le secteur privé (dette, bons, participation au capital et autres valeurs) en passant par l'appel public de fonds à l'intention de programmes sociaux, le financement purement commercial provenant des sources publiques et privées/ de l'épargne en parlant notamment des marchés intérieurs de capitaux, de prêts concessionnels, de prêts commerciaux aux conditions du marché.

La Mobilisation de Ressources Intérieures (MRI) a pour objectif de contribuer pour 75% à 90% au financement de l'Agenda 2063 en moyenne par pays, notamment à travers: (i) le renforcement de la mobilisation des ressources fiscales (ii) l'optimisation des rentes des provenant des ressources naturelles – OGM, agriculture, maritime, tourisme, etc.; (iii) la mise à contribution de l'important pool de l'épargne institutionnelle africaine – fonds de retraite, réserves en devises dans les banques centrales, fonds de la richesse souveraine et développement du marché des capitaux. (iv) le renforcement de la mobilisation de l'épargne des comptes personnels à travers l'inclusion financière, notamment ; (v) la réduction de transferts illicites de fonds, la réduction des inefficacités et des fuites financières et des gaspillages facilités par la hiérarchie/la corruption –gouvernement, services d'infrastructure, chaîne de valeur dans l'agriculture, etc. Le reste de l'Agenda 2063 sera financé à juste titre à travers les mécanismes externes de financement, notamment l'IED, l'Assistance Publique au Développement (APD), la coopération financière avec les nouveaux partenaires au développement tels que les pays BRIC, le monde arabe, etc. ; (iii) l'IED, le PPP et les autres formes de partenariats dans l'investissement; (iv) la mise à contribution des transferts de fonds et de l'épargne de la Diaspora; (v) l'accès amélioré aux marchés internationaux de financement.

Canalisation des Ressources dans les Projets et les Programmes de l'Agenda 2063: Il convient de noter que l'Afrique a besoin non seulement de fonds mais aussi de moyens plus efficaces et inclusifs pour la canalisation des fonds (notamment les institutions et les marchés financiers, les instruments financiers et les services financiers) pour les orienter là où ils seraient plus efficaces et là où il existe un déficit en termes d'allocation des ressources nécessaires.

A cet égard, trois types d'intermédiation financière et de canalisation des ressources seront examinés dans le cadre de la mise en œuvre du premier plan décennal:

- les véhicules commerciaux existants d'intermédiation financière tels que, d'une part, les banques commerciales, les institutions de microfinance (IMF) les banques/institutions financières de développement, les sociétés d'assurance, etc., qui devront être renforcées à travers une recapitalisation additionnelle et dont les capacités seront renforcées dans les secteurs financiers appropriés et en matière d'expertise dans le financement des projets ; et d'autre part les bourses et les marchés de valeurs qui devront être élargis, approfondis et régionalisés ;
- les nouveaux véhicules commerciaux d'intermédiation financière à créer, tels que le Fonds Africa 50 Fund, la Facilité Africaine pour la Garantie du Crédit (ACGF), la Banque Africaine d'Investissement (BAI), la Facilité Africaine pour le Développement de l'Infrastructure (FADI), les Bons de la Diaspora, la Sécurisation des Envois Transferts de Fonds de la Diaspora, les Fonds de participation au capital qui sont propriété des africains, le Réseau d'African Angel Investors (AAIN), les bourses régionales africaines, et les bourses régionales des produits de base. Les autres processus qui pourront assurer la promotion du financement commercial sont notamment : la Promotion de l'investissement intra africain, les PPP visant les investisseurs africains et les outils des administrations locales axés sur la mobilisation des ressources internes tels que les bons des commerce détaillants à l'intention des services d'infrastructures par exemple ;
- les véhicules de canalisation ou d'intermédiation des financements non commerciaux à examiner concernent notamment les véhicules tels que les budgets de l'UA, des CER et ceux des Etats membres, et les nouveaux véhicules à mettre en place tels que le Fonds Africain pour l'Intégration (FAI), le Fonds pour la Femme Africaine, le Fonds pour la Responsabilisation et l'Entreprenariat des Jeunes, mais également les appels de fonds auprès du public à l'intention des projets sociaux ou des situations d'urgence.

Mesures de facilitation en vue de l'accès au financement: Au cours de la période du premier plan décennal, les mesures de facilitation suivantes seront mises en place aux niveaux national, régional et continental si elles sont jugées appropriées, dans le cadre de la Stratégie de Mobilisation des Ressources à l'intention de l'Agenda 2063 (SMR).

- développement et mise en œuvre des conditions du cadre en vue mettre en place un climat propice à l'investissement et des conditions favorable au développement du secteur des finances, du financement des PPP/ de l'infrastructure, du financement de grands projets industriels, de la participation des capitaux privés/ du développement du marché du capital-risque, du financement des PME/ du financement bancaire et de la microfinance ;
- mise en place de fonds d'étude des projets, de fonds pour crédit relais, des fonds de capitalisation et de facilités pour le financement de fusionnements afin de s'occuper des parties bien disposées [à fusionner] ;
- mise en place de l'infrastructure d'information (analystes pour l'attribution de cotes aux pays, normes de gouvernance dans les sociétés, agences de crédit, registres des nantissements, etc.) ;
- développer l'expertise en services de conseils financiers et des spécialités en matière de services financiers là où il existe des lacunes à travers le continent (financement de projets, marché des capitaux, participation privée au capital/ capital risque ingénierie financière, gestion des risques et services financiers spécifiques à l'industrie) ;
- mettre en place des facilités pour le partage des risques et des facilités de garantie en vue de « minimiser les risques » de l'investissement dans les valeurs africaines, et les risques de prêts notamment en faveur des PME africaines.

Arrangements pour la mise en œuvre de la SMR pour les dix premières années: L'articulation des arrangements institutionnels pour la mise en œuvre de la SMR sont encore sous étude. Mais en attendant, le consensus au sein du cadre de la mise en œuvre de l'Agenda 2063, se présente comme suit:

- sous la direction du Comité Ministériel de l'Agenda 2063 et de son Secrétariat, l'Agence de l'UA/NEPAD, la Banque Africaine de Développement sera le chef de file de la facilitation, la coordination le suivi et l'évaluation de la SMR pour l'Agenda 2063.
- les parties prenantes identifiables dans la mise en œuvre de la SMR au niveau continental sont notamment, en plus de l'UA et de la BAfD, la CEA pour le niveau continental, les CER et les DFI régionales, ainsi que les bourses régionales pour le niveau régional. Au niveau national, les gouvernements et les organisations du secteur des finances (associations boursières, associations de banques, association du secteur des assurances, associations des MFI, etc.) et les autres acteurs non étatiques se verront assigner des responsabilités correspondant à leurs secteurs et compétences.

MISE A CONTRIBUTION DES PARTENARIATS STRATEGIQUES DE L'AFRIQUE EN VUE DU FINANCEMENT ET DE LA MISE EN OEUVRE DE L'AGENDA 2063

L'Union Africaine a conclu un certain nombre de partenariats stratégiques pour soutenir son processus de développement: Afrique-UE, Afrique-E-U, Afrique-Japon, Afrique-Chine, Afrique-Inde, Afrique-Ligue des Etats Arabes, Afrique-Amérique du Sud, Afrique-Turquie, et Afrique-Corée, avec d'autres demandes de partenariats en attente. Mais le côté africain doit encore mettre à contribution toutes les potentialités d'assistance financière et technique promise, contenues dans ces partenariats. C'est pourquoi les trois niveaux d'actions suivants doivent être examinés par l'UA, en vue de tirer le maximum de ses partenariats stratégiques :

- préparation d'un cadre politique global et articulation d'une stratégie de partenariat avec tous les partenaires disposant d'importantes potentialités, autour d'un nombre limité d'interventions qui présentent des possibilités d'un impact profond en matière de transformation socio-économique;
- optimisation des potentialités de l'Afrique pour exploiter pleinement les possibilités de son partenariat en renforçant son appui stratégique, technique, logistique, financier et de gouvernance en faveur de la fonction de la CUA consacrée à la gestion du partenariat; en mettant plus de clarté dans le modèle de la mise en œuvre des différents programmes continentaux de l'Afrique (PIDA, CAADP/3ADI, AIDA/APCII/RADS/AMV, BIAT) en vue de faciliter la coopération axée sur des résultats avec ses partenaires stratégiques ; et à travers la participation accrue et la coordination entre les différentes parties prenantes africaines au processus de partenariat : CUA, NPC, BAfD, CER, Etats membres, PSO, OSC et les autres organes de l'UA; et
- approfondissement des avantages transformationnels des partenariats à travers l'alignement sur les priorités de l'Agenda 2063, à savoir les projets phares de l'Agenda 2063, l'industrialisation basée sur les ressources naturelles et les STI et sur le transfert de la technologie, le commerce intra-africain et le développement des exportations, le secteur privé et le développement des PME, le développement des marchés financiers, l'appui au programme de l'après 2015 dans les secteurs social et du développement durable et de la mobilisation des ressources financières internes.



Agenda 2063 Financement, Mobilisation des Ressources Domestiques et Stratégie de Partenariat

Sources	Ressources internes	External Resources		
Stratégies	Mobilisation des ressources domestiques 70-90% du financement	Mobilisation des ressources externes 10% - 30% du financement		
<p style="text-align: center;">Domaines programmatisés</p> <p style="text-align: center;">Les véhicules d'intermédiation ET Domaines clés</p> <p style="text-align: center;">Instruments connexes</p>	<p>Domaines programmatiques de la mobilisation des ressources domestiques</p> <p>L'optimisation des recettes fiscales Maximiser les ressources (OGM, terre, la sylviculture, tourisme, etc.) loyers Mobilisation de l'épargne L'élargissement du marché des capitaux, l'approfondissement et la régionalisation Exploiter les actifs des investisseurs institutionnels (pension, assurance, SWF, réserves de change) Ressource régionale du secteur privé (CSI / CSR, la philanthropie, l'investissement intra-africain) Promotion de l'investissement intra-africain Lever financier des ressources africaines riches (La philanthropie, l'investissement stratégique / d'ange, etc.) Freiner les flux financiers illicites et la corruption. Contrôle des inefficacités / pertes dans les services publics (pertes d'infrastructure, la gestion des dépenses, l'efficacité des achats, les pertes de la chaîne de valeur dans l'agriculture).</p> <p>Les véhicules d'Intermédiation</p> <p>Les véhicules existants - les banques, les MFI, DFI, Assurances, bourses, budget de l'AU / REC / MS.</p> <p>Les nouveaux véhicules à créer - Fonds pour l'Afrique 50, ACGF, AIDF, AIB, AIF, AWF, HLPASF, etc.</p> <p>D'autres domaines d'écart important : les véhicules d'inclusion financière (PME, MFI, investissement d'impact, assurances et micro / index / assurance agricole); Le capital investissement / capital de risque (semences, stade précoce, le capital de croissance); Infrastructure / gros véhicules de financement de projets industriels (liquidité, PDF, VGF, la capitalisation, le risque amélioration / véhicules de risques)</p> <p>Instruments financiers</p> <p>La liquidité bancaire (prêt, marge de crédit), le partage des risques / instruments de mise en valeur de risque Obligations du marché des capitaux, l'équité et l'amélioration des risques liés / instruments de réduction des risques Le financement de projets, les services bancaires d'investissement, des services de capitaux privés / capital de risque L'expertise financière propre à l'industrie - OGM, PPP / infrastructure, nouvelle économie, etc. Fonds de développement du projet (FDP); fonds d'écart de Viabilité (FEV); Fonds de capitalisation, etc.</p>	<p>Domaines programmatiques de la mobilisation des ressources externes</p> <p>1. DAC / ODA - canal de base des partenaires multilatéraux, les canaux bilatéraux de partenariat stratégique (par exemple, JAES, ICAD, Power Africa et MCC, etc.)</p> <p>2. Partenaires émergents - BRICS, arabes, MINT et d'autres partenaires</p> <p>Canaux de partenariat bilatéral et stratégique (par exemple FOCAC)</p> <p>FDI, PPP & JV Partenaires industriels FDI, JV, PPP</p> <p>3. Marchés financiers internationaux (privés) Marché du financement du projet, le marché Eurobond & marché international des capitaux propres Marché international de crédit syndiqué et marché des swaps Marché de la finance islamique, marché du leasing, l'assurance-du risque politique.</p> <p>4. Diaspora des transferts de fonds et d'épargne Transfert de fonds , sécurisation de la remise des fonds , Diaspora obligations / fonds</p> <p>Domaines clés</p> <p>Niveau de partenariat: Efficacité de l'aide, aide liée, «Phantom ODA» qui ne coule à l'Afrique, le rôle de catalyseur de l'aide, l'accent sur la transformation limitée africaine telle que définie par l'Afrique, la qualité des offres FDI / PPP / JV</p> <p>Au niveau de l'Afrique: Faible capacité d'absorption, la capacité technique, certification IPSAS, la politique renforcée / gouvernance de leadership, les pays / post-conflit / fragiles, pays de risque</p> <p>Instruments financiers</p> <p>(i) subventions d'assistance technique, des subventions d'investissement, des installations de mélange, prêts concessionnels; (ii) les installations de la ECA, les installations DFI crédit / investissement / risque (PRI inclus), le financement catalytique; (iii) solutions globales de financement d'intérêt public; (iv) packages ECPF ; (v) Les instruments internationaux privés des marchés financiers; etc.</p>		
<p>Conditions critiques d'habilitation</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%; border: none;">Paix, sécurité et stabilité accélérée des échanges régionaux de croissance Certification AUC/REC "IPSAS"</td> <td style="width: 50%; border: none;">Les progrès réalisés dans l'intégration régionale Plus entre pays africains La culture et les compétences de l'industrie financière</td> </tr> </table>			Paix, sécurité et stabilité accélérée des échanges régionaux de croissance Certification AUC/REC "IPSAS"	Les progrès réalisés dans l'intégration régionale Plus entre pays africains La culture et les compétences de l'industrie financière
Paix, sécurité et stabilité accélérée des échanges régionaux de croissance Certification AUC/REC "IPSAS"	Les progrès réalisés dans l'intégration régionale Plus entre pays africains La culture et les compétences de l'industrie financière			